Date : 20021119

Dossier : CMAC-460

Référence neutre : 2002 CACM 11

**CORAM : LE JUGE EN CHEF STRAYER
LE JUGE WEILER
LE JUGE KELEN**

ENTRE :

SERGEANT B.K. JONES

appellant

et

SA MAJESTÉ LA REINE

intimée

Audience tenue à Ottawa (Ontario), le mardi 17 septembre 2002

Jugement prononcé à Ottawa (Ontario), le mardi 19 novembre 2002

MOTIFS DU JUGEMENT :

LA COUR

Date : 20021119

Dossier : CMAC- 460

Référence neutre : 2002 CACM 11

**CORAM : LE JUGE EN CHEF STRAYER
LE JUGE WEILER
LE JUGE KELEN**

E N T R E :

SERGEANT B.K. JONES

appellant

et

SA MAJESTÉ LA REINE

intimée

MOTIFS DU JUGEMENT

LA COUR :

[1] L'appelant a été accusé sous le régime du paragraphe 129(1) de la Loi sur la défense nationale du Canada qui crée l'infraction militaire de « comportement [...] préjudiciable au bon ordre et à la discipline ». Il a témoigné avoir déclaré au sergent MacKinnon à propos de son supérieur : « Le maître de 1re classe Bourgeois n'a aucune expérience et dès que je raccroche ce téléphone je me rendrai dans son bureau pour tirer les choses au clair. » Le juge militaire a accepté le témoignage de l'appelant concernant ce qu'il aurait déclaré, mais l'a reconnu coupable. Une amende de 400 \$ lui a été infligée. Le présent appel ne porte que sur la déclaration de culpabilité.

[2] Nous ne sommes pas d'avis de donner effet aux motifs d'appel soulevés par l'appelant, à l'exception d'un seul, soit celui de savoir si le juge militaire a commis une erreur en concluant que l'infraction avait été établie en se fondant sur l'idée qu'un préjudice « *peut avoir ou pourrait avoir* » été porté au bon ordre et à la discipline ou que le comportement de l'appelant était de nature à « *mettre en danger les notions de bon ordre et de discipline.* »

[3] L'article 129 prévoit :

129. (1) Tout acte, comportement ou négligence préjudiciable au bon ordre et à la discipline constitue une infraction passible au maximum, sur déclaration de culpabilité, de destitution ignominieuse du service de Sa Majesté.

129(2) Est préjudiciable au bon ordre et à la discipline tout acte ou omission constituant une des infractions prévues à l'article 72, ou le fait de contrevenir à :

...

b) des règlements, ordres ou directives publiés pour la gouverne générale de tout ou partie des Forces canadiennes.

[4] L'un des règlements ayant trait aux commentaires déplacés à l'endroit d'un supérieur prévoit ce qui suit :

19.14 – COMMENTAIRES DÉPLACÉS

(1) Aucun officier ou militaire du rang ne doit prononcer des remarques ou des critiques tendant à discréditer un supérieur, sauf dans la mesure nécessaire pour présenter convenablement un grief aux termes du chapitre 7 (*Griefs*). **(15 juin 2000)**

(2) Aucun officier ou militaire du rang ne doit faire ni ne doit dire quoi que ce soit qui :

a) vu ou entendu par un membre du public, pourrait jeter le discrédit sur les Forces canadiennes ou sur l'un de ses membres;

(b) vu ou entendu par ses subordonnés ou porté à leur connaissance, pourrait les décourager ou les rendre mécontents de

leur sort ou des fonctions auxquelles ils sont employés. (**29 mai 2000 en vigueur le 15 juin 2000**)

[5] En l'espèce, l'appelant n'a pas été accusé d'une infraction aux règlements d'application du paragraphe 129(2). Par conséquent, la disposition déterminative ne s'applique pas. Dans l'arrêt *R. c. Latouche* (2000), 147 C.C.C. (3d) 420 (C.A.C.M.), le juge Ewaschuk a examiné l'article 129 et a déclaré au paragraphe 32 :

... l'infraction de "conduite préjudiciable au bon ordre et à la discipline" serait ordinairement qualifiée de "crime lié au résultat" en ce sens que la conduite sous-jacente de l'accusé doit être préjudiciable au bon ordre et à la discipline. Cependant, l'article 129 de la *Loi sur la défense nationale* considère la conduite sous-jacente de l'accusé préjudiciable au bon ordre et à la discipline, pour peu que l'acte ou l'omission sous-jacente de l'accusé contrevienne à un règlement, un ordre ou une directive.

[6] Si nous comprenons bien, le juge Ewaschuk affirme que pour que soit établie une infraction au paragraphe 129(1), la preuve doit être établie qu'il y a eu préjudice au bon ordre et à la discipline puisque le paragraphe interdit tout « comportement » préjudiciable. Il est vrai que cette déclaration a été faite sous forme de déclaration *obiter dicta*, l'infraction dans l'affaire *Latouche* ayant été déposée sous le régime de l'alinéa 129(2)b) pour violation d'un règlement et le préjudice ayant été réputé s'être produit.

[7] La preuve du préjudice peut évidemment être déduite des circonstances si la preuve montre clairement qu'un préjudice s'est produit comme conséquence naturelle d'un fait prouvé. Toutefois, la norme de preuve est celle de la preuve au-delà de tout doute raisonnable.

[8] Au début de ses motifs, le juge de première instance a mentionné que l'un des éléments essentiels que le ministère public devait prouver au-delà de tout doute raisonnable sous l'empire de l'article 129 était que [TRADUCTION] « le comportement [de l'accusé] a été préjudiciable au bon ordre et à la discipline ».

[9] Toutefois, à la fin de ses motifs, le juge de première instance a déclaré :

[TRADUCTION] Étant donné la façon dont le mot [préjudiciable] est utilisé dans l'accusation, ce mot veut dire un préjudice qui est causé ou peut être causé au bon ordre et à la discipline. En d'autres termes, pour que le ministère public établisse qu'il y a eu préjudice au bon ordre et à la discipline, il n'est pas tenu de prouver qu'un préjudice a été effectivement causé au bon ordre et à la discipline, mais seulement qu'un tel préjudice peut avoir ou pourrait avoir été causé par le comportement de l'accusé. Je statue que le comportement de l'accusé, tel qu'il a été établi par la preuve était susceptible de porter un préjudice ou de causer un tort aux notions de bon ordre et de discipline ou de les mettre en danger.

[10] La conclusion du juge militaire est problématique. Il n'a pas tiré une conclusion claire et sans ambiguïté que le comportement de l'appelant était préjudiciable au bon ordre et à la discipline. Déclarer l'appelant coupable pour le motif qu'il peut avoir ou pourrait avoir causé un tort ou un préjudice reviendrait à le déclarer coupable sur la base d'une norme de preuve inférieure à la prépondérance des probabilités et à s'adonner à la conjecture. Comme le juge de première instance lui-même l'a fait remarquer au début de ses motifs, la norme applicable est celle de la preuve au-delà de tout doute raisonnable. En ayant recours aux mots qu'il a utilisés, le juge militaire a élargi à tort la portée du risque couvert par l'infraction.

[11] Le juge de première instance a également commis une erreur lorsqu'il a pris connaissance judiciaire du fait que [TRADUCTION] « l'omission de faire correctement preuve de respect à

l'endroit d'un supérieur au vu de militaires peut porter préjudice au bon ordre et à la discipline ». La question était de savoir si, compte tenu des circonstances particulières de la présente affaire, le comportement de l'appelant a porté préjudice au bon ordre et à la discipline en ce sens que les propos qu'il a exprimés tendait à discréditer un supérieur.

[12] L'argument connexe soulevé par l'appelant concernant l'effet constitutionnel de l'interprétation donnée par le juge du procès à l'article 129 mérite qu'on s'y attarde brièvement. Dans l'arrêt *R. c. Lunn* (1993), 5 C.A.C.M., notre Cour a statué que le paragraphe 129(1) n'est pas vague au point d'être inconstitutionnel quand on fournit les précisions nécessaires. Toutefois, l'appelant soutient que le fait d'appliquer la disposition comme l'a fait le juge de première instance aurait pour effet de rendre la disposition inconstitutionnellement vague, car il serait alors impossible de définir un débat juridique d'une façon valable. Nous sommes d'accord avec lui.

[13] Pour ces motifs, nous sommes d'avis d'accueillir l'appel et d'ordonner la tenue d'un nouveau procès.

« B.L. Strayer »

Juge en chef

« Karen M. Weiler »

Juge

« Michael A. Kelen »

Juge

Traduction certifiée conforme

Martine Guay, LL. L.

COUR D'APPEL DE LA COUR MARTIALE DU CANADA

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER

DOSSIER : CACM-460

INTITULÉ : Sergent B.K. Jones c. La Reine

LIEU DE L'AUDIENCE : Ottawa (Ontario)

DATE DE L'AUDIENCE : le 17 septembre 2002

MOTIFS DU JUGEMENT DE LA COUR: Le juge en chef Strayer et
les juges Weiler et Kelen

DATE DES MOTIFS : le 19 novembre 2002

COMPARUTIONS :

Lieutenant-colonel Michael Gibson	POUR L'APPELANT
Major Kenneth Lindstein	POUR L'INTIMÉE
Lieutenant-commandant Martin Pelletier	

AVOCATS INSCRITS AU DOSSIER :

Bureau du conseiller juridique du Ministère de la Défense nationale Ottawa (Ontario)	POUR L'APPELANT
Bureau de la Direction des poursuites militaires Ottawa (Ontario)	POUR L'INTIMÉE